



Pour un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH dès maintenant !

Journée d'action et de grève pour les droits des AESH

Mardi 13 juin 2023 à Mende

Rassemblement à 12h devant la DSDEN

Boulevard des capucins (face à l'Intermarché)

Le gouvernement a engagé une grande concertation autour de l'école inclusive sans inviter les personnels AESH. Suite aux fortes mobilisations de ces dernières années et aux difficultés de recrutement, le ministère a consenti à la CDIisation au 1^{er} septembre des AESH qui cumulent trois ans d'ancienneté.

Cette mesure reste très insuffisante au regard des conditions salariales, d'emploi et de travail des AESH.

La grille salariale des AESH est devenue totalement obsolète en moins d'un an, et ce n'est pas faute d'avoir alerté sur ce risque. Les trois premiers échelons (9 ans de services) correspondent à une rémunération au SMIC. Nous avons alerté le Ministre Pap Ndiaye sur la situation de grande pauvreté dans laquelle sont plongées des milliers d'AESH dans le contexte d'une forte inflation. Ce tassement de la grille supprime l'évolution et la reconnaissance de l'expérience professionnelle pour les AESH. **C'est inacceptable.**

Pourtant, les AESH contribuent pleinement à la réussite de la scolarisation des élèves en situation de handicap. Mais cette réussite est liée aux questions de la rémunération, des conditions de travail, de la formation et du statut. L'école ne peut être vraiment inclusive tant que les AESH qui la mettent en œuvre sont privés d'un vrai statut de la Fonction Publique. L'annonce par la CNH de la création d'un nouvel emploi regroupant les AESH et les AED est une nouvelle étape dans le mépris : **c'est inadmissible et la mesure envisagée doit être abandonnée.**

Le mardi 13 juin, toutes et tous en grève et dans l'action pour

La création d'un véritable statut de la Fonction publique

L'augmentation des rémunérations des AESH par alignement sur la grille de catégorie B

La garantie de pouvoir travailler à temps complet

L'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens

La garantie d'accès à des formations qualifiantes à la hauteur des missions

Le recrutement des AESH qui manquent